

Projet de procès-verbal

239^e réunion du Comité de direction

15, 16 et 17 juin 2017

Fairmont Château Montebello, Montebello, Québec

Réunion du Comité de direction

Jeudi 15 juin	Séance d'orientation et de planification	9 h 30 – 17 h 30
Vendredi 16 juin	Séance d'orientation et de planification	9 h – 16 h
Vendredi 16 juin	Séance de travail ordinaire	16 h – 17 h 30
Samedi 17 juin	Séance de travail ordinaire	9 h – 17 h

Présents :

James Compton, président (UWOFA), président d'assemblée
 Brenda Austin-Smith, vice-présidente (UMFA)
 Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSIA)
 Robin Vose, président sortant (FAUST)
 Blanca Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone) (APPUMCE)
 John G. Kingma, représentant ordinaire (Québec) (SPUL)
 Kevin Kane, représentant ordinaire (Général) (AASUA)
 Kelly Meckling, représentante ordinaire (Général) (UGFA)
 Peter McInnis, président, Comité de la liberté académique
 et de la permanence de l'emploi (ST.FXAUT)
 Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
 Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
 Wesley Crichlow, coprésident, Comité de l'équité (UOITFA)

Personnel de l'ACPPU

David Robinson, directeur général
 Chantal Vallerand, directrice des opérations
 Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
 Valérie Dufour, directrice des communications
 Margaret McGovern-Potité, adjointe exécutive au directeur général

N'ont pu assister :

Carla Graebner, présidente, Comité des bibliothécaires et des archivistes (SFUFA)
Terri Van Steinburg, présidente, Comité de la négociation collective
et des avantages économiques (KWANTLEN-FPSE)
David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)

Séance d'orientation et de planification

01. Aperçu de l'ordre du jour de la séance

Le directeur général donne un aperçu de la séance d'orientation et de planification qui se tiendra avant la séance ordinaire de travail.

02. Rapport du président

Le président rend compte des réunions auxquelles il a assisté depuis la dernière réunion du Comité de direction le 7 mai. Le directeur général et lui ont participé à des réunions avec l'Irish Federation of University Teachers (IFUT) du 22 au 25 mai. Il a également pris part à l'atelier pour les nouveaux présidents qui s'est tenu les 2 et 3 juin à Ottawa.

03. Rapport du directeur général

Le directeur général indique que les questions qu'il souhaite aborder seront traitées sous divers points de l'ordre du jour de la réunion.

a) Examen du Guide à l'usage des membres de la direction

Le directeur général passe en revue certains éléments du guide et fait savoir aux membres que ce document est accessible dans DocuShare dans l'espace de travail réservé au Comité de direction.

04. Campagne pour la recherche fondamentale

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, mène une discussion sur les mesures que l'ACPPU pourrait prendre pour inciter le gouvernement fédéral à s'engager à accroître le financement de la recherche fondamentale dans le budget 2018 et à donner suite aux recommandations du rapport du Comité consultatif sur l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale. Divers articles de presse ainsi que le résumé et les recommandations du rapport du comité consultatif, *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*, sont inclus dans le dossier de réunion.

05. 20^e anniversaire de la Recommandation de 1997 de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur

Le directeur général mentionne que l'année 2017 marquera le 20^e anniversaire de l'adoption de la *Recommandation de 1997 de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur*. Il souligne que la recommandation de l'UNESCO constitue un cadre de référence international de pratiques recommandées concernant les droits et responsabilités des professeurs de l'enseignement supérieur, et que l'ACPPU a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'adoption de la recommandation. Le Comité de direction examine les façons dont l'ACPPU pourrait commémorer cet événement. Il est recommandé qu'un événement soit organisé dans le cadre de l'assemblée du Conseil de

l'ACPPU en novembre. Une copie de la recommandation de l'UNESCO est incluse dans le dossier de réunion.

06. Comités d'éthique de la recherche

Le directeur général met en lumière les préoccupations soulevées dans le milieu universitaire au sujet des comités d'éthique de la recherche (CÉR) et donne un aperçu de la position que l'ACPPU a adoptée sur la question ces dernières années. Le Comité examine les questions de savoir si les critiques à l'encontre des CÉR sont justifiées et si l'ACPPU devrait réviser sa position en élaborant une nouvelle politique ou un document d'information. Diverses ressources d'information et d'orientation sont incluses dans le dossier de réunion : les mémoires de 2009 et de 2014 présentés par l'ACPPU au Groupe en éthique de la recherche en vue de la révision de *l'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains*; le rapport de 2006 de l'AAUP, *Research on Human Subjects: Academic Freedom and the Institutional Review Board*.

07. Examen par les pairs et mesures d'évaluation

Le directeur général mène une discussion sur les pressions touchant le processus d'examen par les pairs, compte tenu de l'utilisation accrue des mesures d'évaluation de la recherche et des activités d'érudition. Le Comité examine si l'ACPPU devrait actualiser sa position sur cette question. Diverses ressources d'information et d'orientation sont incluses dans le dossier de réunion : le guide de l'ACPPU publié en 2009, *Qu'est ce qui est juste? – FAQ sur les normes et les procédures pour les examens par les pairs*; le rapport de 2017 du Groupe d'experts de la Commission européenne sur les mesures alternatives d'impact, *Next-generation metrics: Responsible metrics and evaluation for open science*; divers articles sur l'examen par les pairs et les mesures alternatives d'impact.

08. Équité salariale

Le Comité de direction discute de la question de la discrimination salariale ainsi que des moyens que l'ACPPU pourrait prendre pour mieux aider les associations membres à remédier à cette iniquité. Diverses ressources d'information et d'orientation sont incluses dans le dossier de réunion : l'énoncé de principes et la clause modèle de l'ACPPU sur l'équité salariale; *Équité en matière d'emploi : Un fossé persistant – Comprendre les écarts entre les sexes dans le milieu académique au Canada*; le rapport de 2015 du Groupe de travail sur l'équité salariale de l'Université Simon-Fraser.

09. Orateurs controversés sur les campus

Le Comité de direction examine si l'ACPPU devrait envisager d'établir une politique ou une position officielle sur la question des orateurs controversés invités à prendre la parole dans les collèges ou les universités. Divers articles de presse sont inclus dans le dossier de réunion pour éclairer la discussion.

Séance de travail ordinaire

10. Adoption de l'ordre du jour

SANGARÉ/KANE : QUE l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE

11. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a) Réunion des 2 et 3 mai 2017

MCINNIS/KANE : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

ADOPTÉE

b) Réunion du 7 mai 2017

MCINNIS/KANE : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

ADOPTÉE

12. Suivi des réunions précédentes

a) Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

13. Questions découlant de la séance d'orientation et de planification

a) **En ce qui concerne le point 04 de l'ordre du jour** (Campagne de l'ACPPU pour la recherche fondamentale), le Comité de direction recommande que l'ACPPU prenne les dispositions suivantes : mettre en place un site web pour le lancement de sa campagne; élaborer à l'intention des associations et des membres des outils de lobbying pour faire pression sur les députés et d'autres intervenants; encourager les associations membres à planifier des rencontres avec leurs députés en vue de la journée sur la Colline du Parlement en novembre; consulter au besoin le Groupe consultatif de la recherche.

b) **En ce qui concerne le point 05 de l'ordre du jour** (20^e anniversaire de la *Recommandation de 1997 de l'UNESCO concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur*), le Comité de direction recommande que l'ACPPU planifie un événement spécial dans le cadre de l'assemblée du Conseil de novembre 2017, qu'elle établisse un plan de communication à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants célébrée le 5 octobre, et qu'elle coordonne l'organisation d'activités locales avec les associations membres.

c) **En ce qui concerne le point 06 de l'ordre du jour** (Comités d'éthique de la recherche), le Comité de direction recommande que la question soit renvoyée au Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi pour que celui-ci l'examine plus en profondeur et décide s'il convient d'élaborer un énoncé de principes sur ce sujet. Il recommande également que le directeur général envisage la possibilité de tenir une séance de discussion sur les CÉR et la liberté académique dans le cadre de l'assemblée du Conseil.

d) **En ce qui concerne le point 07 de l'ordre du jour** (Examen par les pairs et mesures d'évaluation), le Comité de direction recommande que la publication de l'ACPPU *Qu'est ce qui est juste? – FAQ sur les normes et les procédures pour les examens par les pairs* soit examinée et révisée.

- e) **En ce qui concerne le point 08 de l'ordre du jour** (Équité salariale), le Comité de direction recommande que l'ACPPU révisé son énoncé de principes sur l'équité salariale (qu'elle renommera Énoncé de principes sur le droit fondamental à une rémunération équitable) et qu'elle soumette la version révisée à l'examen du Conseil; qu'elle produise un numéro de L'Actualité en négociation sur l'équité salariale qui expliquera comment la rémunération au mérite et les différentiels des marchés et rajustements salariaux peuvent entraîner des inégalités; qu'elle examine et révisé les publications *Comment négocier le salaire de départ, Corps professoral en transformation?* et *Un fossé persistant*; et qu'elle intègre les questions de rémunération égale au programme de l'atelier sur l'équité.
- f) **En ce qui concerne le point 09 de l'ordre du jour** (Orateurs controversés sur les campus), le Comité de direction conclut que l'énoncé de principes existant sur la liberté académique est suffisant et qu'aucune autre mesure n'est requise à ce stade.

14. Action politique

a) Rapport de lobbying

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, indique que l'ACPPU est membre du Comité consultatif national de l'éducation postsecondaire de Statistique Canada et que ce groupe a tenu récemment une réunion sur les divers programmes d'études secondaires. L'élargissement du SPEUC aux professeurs à temps partiel et des collèges revêt une grande importance pour l'ACPPU. Des activités de liaison et d'engagement sont prévues avec des ministres et des fonctionnaires au sujet du droit d'auteur et de la mise en œuvre des recommandations de l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale.

b) Examen du soutien fédéral à la science fondamentale

P. Foster indique que cette question est traitée sous le point 04.

c) Semaine de l'équité d'emploi

P. Foster annonce que la Semaine de l'équité d'emploi se déroulera du 23 au 27 octobre 2017. Le site web consacré à cette semaine est actuellement mis à jour, et le matériel de la campagne destiné à aider les associations locales à coordonner leurs activités sur leurs campus sera accessible en ligne.

d) Propriété intellectuelle

P. Foster mentionne que l'ACPPU se prépare en vue de l'examen parlementaire prochain de la *Loi sur le droit d'auteur*. L'ACPPU continuera d'exercer des pressions pour que soient maintenues les mêmes dispositions fermes sur l'utilisation équitable.

e) Libertés civiles

i) Projet de loi C-51

Le directeur général indique que le gouvernement fédéral devrait bientôt déposer un nouveau projet de loi sur des questions de sécurité nationale, qui modifiera la loi antiterroriste adoptée par le gouvernement conservateur précédent.

ii) Projet de loi C-23

Le directeur général fait part des inquiétudes suscitées par le projet de loi C-23, *Loi sur le précontrôle*. En vertu des modifications proposées à la loi, les Canadiens qui traverseraient la frontière américaine seraient tenus de donner aux douaniers les mots de passe de leur téléphone cellulaire et de leurs comptes de médias sociaux.

f) Commerce des services éducatifs

Le directeur général indique que le processus de ratification de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne est toujours en cours, et que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) doit être renégocié. Parmi les sujets de préoccupation suscités par les négociations figurent le mécanisme de règlement des différends opposant un investisseur et un État, et la privatisation des services publics.

g) Droits du travail

i) Projet de loi C-4

Le directeur général indique que le projet de loi C-4 a franchi l'étape de la troisième lecture au Sénat.

h) Équité dans le Programme fédéraux de recherche

P. Foster indique que les établissements postsecondaires qui ont participé au Programme des chaires de recherche du Canada ont été chargés d'établir des plans d'action pour remédier à la sous-représentation de quatre groupes désignés (femmes, peuples autochtones, personnes ayant une limitation fonctionnelle et minorités visibles) dans le Programme des chaires de recherche. Une copie d'une lettre ouverte adressée le 10 mai aux recteurs d'université par les dirigeants du programme et une copie du Plan d'action en matière d'équité, de diversité et d'inclusion mis en œuvre par le programme sont incluses dans le dossier de réunion.

15. **Priorités des membres**

a) Affaires relatives aux membres

i) ACIFA

Le directeur général rend compte de sa participation à l'assemblée générale annuelle de l'ACIFA qui s'est tenue du 28 au 30 mai à Canmore, en Alberta.

ii) SEFPO

Le directeur général rend compte des négociations qu'entreprend la division des CAAT du SEFPO.

16. Priorités de l'organisation

a) Questions financières et administratives

i) Demandes de dégageant

C. Vallerand, directrice des opérations, fournit des renseignements sur les demandes de dégageant de cours. Elle indique avoir reçu plusieurs demandes et invite les membres qui ont encore des questions à régler à communiquer avec elle.

ii) Demandes d'aide financière

A) Campagne Hassan Diab

Le Comité de direction étudie une demande d'aide financière pour une campagne d'action pour assurer le retour d'Hassan Diab au Canada.

Le directeur général observe que la Caisse de défense des libertés civiles de l'ACPPU serait la source appropriée pour ce type de demande d'aide financière.

VOSE/CRICHLLOW : QUE l'ACPPU verse 5 000 \$ de la Caisse de défense des libertés civiles à la campagne Hassan Diab.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

b) Règlement administratif de l'ACPPU

Le directeur général demande au Comité de direction de déterminer s'il y a lieu de réviser les règles de procédure des élections. Il mentionne que la pratique actuelle consiste à tenir des élections pour tous les postes, même lorsque les postes sont comblés par acclamation.

Le directeur général soulève aussi la question des dates d'échéance établies pour les mises en candidature et recommande de demander un avis juridique à ce sujet.

CRICHLLOW/SANGARÉ : QUE les règles de procédure des élections tenues à l'ACPPU soient soumises, en attendant de recevoir un avis juridique, à l'examen du Comité des élections et des résolutions.

Le Comité de direction discute de l'ambiguïté de la définition du terme « membre du Conseil » dans le Règlement administratif.

MECKLING/SANGARÉ : QUE le Comité des élections et des résolutions soit chargé d'établir une définition de « membre du Conseil » et fasse rapport au Conseil sur la question en lui recommandant une définition appropriée.

ADOPTÉE

c) Rapport du directeur général sur la liberté académique

i) Enquêtes

A) Rancourt

Le directeur général rend compte de la progression de l'enquête du Comité indépendant chargé de l'affaire Rancourt à l'Université d'Ottawa.

B) Horne/Goodyear/Nassar

Le directeur général signale qu'aucun progrès réel n'a été réalisé à l'Université Dalhousie depuis que le comité d'enquête indépendant a remis son rapport en janvier 2016. Il attire l'attention sur la récente correspondance échangée entre l'administration de l'établissement et l'association du personnel académique de Dalhousie (DFA) qui est incluse dans le dossier de réunion.

C) Centre Enbridge de recherche sur le développement durable – (Université de Calgary)

Le directeur général indique que le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi examinera, à sa réunion d'août, le projet de rapport du Comité d'enquête spécial sur le Centre Enbridge de recherche sur le développement durable de l'Université de Calgary.

iii) Dossiers

A) Persinger (Laurentienne)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Michael Persinger à l'Université Laurentienne.

B) Hall (Lethbridge)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Tony Hall à Lethbridge.

C) Potter (McGill)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Andrew Potter à McGill. Il mentionne que le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi prépare actuellement un rapport sur ce dossier.

D) UBC

Le directeur général fait part des inquiétudes suscitées par la politique de respect en milieu de travail de l'UBC. Une copie du document *UBC Statement on Respectful Environment for Students, Faculty and Staff* est incluse dans le dossier de réunion.

E) UPEI

Le directeur général fait part des inquiétudes suscitées par la politique de traitement équitable de l'UPEI et rend compte d'une affaire où un professeur du Collège vétérinaire de l'Atlantique a été trouvé coupable

d'avoir enfreint la politique. Une copie de la politique de l'UPEI est incluse dans le dossier de réunion.

- iii) Sanctions de blâme
 - A) Carleton

Le directeur général fait le point sur la procédure de blâme qui pourrait être engagée contre l'Université Carleton.
 - B) Collège Niagara

Le directeur général fait le point sur la procédure de blâme qui pourrait être engagée contre le Collège Niagara.
- d) Rapport sur les litiges

Le directeur général rend compte des litiges auxquels l'ACPPU est partie.
- e) Affaires internationales
 - i) Partenariats de solidarité
 - A) Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUUPE)

Le Comité de direction examine une demande de financement que l'ACPPU a reçue de la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires pour l'élaboration d'un atelier de formation en leadership.

CRICHLLOW/VOSE : QUE l'ACPPU verse un don de 20 000 \$ à la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires pour la l'élaboration d'un atelier de formation en leadership.

ADOPTÉE
 - B) Association nationale des enseignants diplômés du Ghana

Le directeur général annonce que l'Association nationale des enseignants diplômés du Ghana a ouvert son nouveau secrétariat. L'ACPPU continue de lui apporter son aide.
 - C) Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ)

Le Comité de direction examine une demande de financement que l'ACPPU a reçue de l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe pour l'organisation d'un atelier de formation en leadership en vue d'accroître ses effectifs.

MCINNIS/VOSE : QUE l'ACPPU verse un don de 20 000 \$ à l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe pour l'organisation d'un atelier de formation en leadership.

ADOPTÉE

D) Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal

Le directeur général indique que l'ACPPU apporte son aide au Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal en vue de réaliser un projet de recherche sur le manque de personnel enseignant et d'infrastructures et son impact sur l'éducation postsecondaire public au Sénégal.

ii) Internationale de l'Éducation

Le directeur général attire l'attention sur le rapport d'avril 2017 du bureau exécutif de l'Internationale de l'Éducation (région Amérique du Nord et Caraïbes), qui est inclus dans le dossier de réunion.

iii) OCDE

Le directeur général indique que l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a lancé un projet d'analyse comparative pour les systèmes d'enseignement supérieur.

f) Rapport sur la négociation collective

Le rapport sur la négociation collective est inclus dans le dossier de réunion.

g) Rapport sur la formation

Le rapport sur la formation est inclus dans le dossier de réunion. Le directeur général mentionne que l'ACPPU est en train d'accroître sa capacité à offrir des ateliers grâce à un programme de formation de formateurs.

h) Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général fait rapport sur les activités de syndicalisation en cours.

i) Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le directeur général rend compte des activités de l'ACPPU dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

j) Rapports des comités permanents

i) Liberté académique et permanence de l'emploi

P. McInnis, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte des travaux du comité. Il indique que le comité est au stade de planification de sa réunion d'août. Parmi les points qui y seront discutés figurera le projet de rapport du Comité d'enquête spécial sur le Centre Enbridge de recherche sur le développement durable (Université de Calgary).

ii) Négociation collective et avantages économiques

La présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques, T. Van Steinburg, étant absente, aucun rapport n'est présenté.

iii) Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte des travaux du comité. Elle fait savoir que le comité ne tiendra pas sa réunion régulière en août mais qu'il se réunira avant la conférence du personnel académique contractuel qui se tiendra les 20 et 21 octobre à Toronto.

iv) Équité

W. Crichlow, coprésident du Comité de l'équité, rend compte des travaux du comité. Il signale que le comité travaille actuellement à la production d'une pochette d'information et d'une vidéo sur l'équité. Il indique que le comité est très heureux que la conférence sur l'équité soit reportée en avril 2018.

v) Bibliothécaires et archivistes

La présidente du Comité des bibliothécaires et des archivistes, C. Graebner, étant absente, aucun rapport n'est présenté.

k) Rapports des comités du Comité de direction

i) Francophones

B. Navarro Pardiñas, présidente du Comité des francophones, mentionne que le comité s'emploie actuellement à organiser une conférence téléphonique dont la date n'est pas encore confirmée. Le comité en est au stade de planification préliminaire de sa conférence prévue pour février 2018.

Le directeur général signale qu'une vacance doit être comblée au sein du Comité des francophones. Il indique qu'une candidature a été présentée par le syndicat du personnel académique de l'Université Saint Mary's (SMUFU).

MCINNIS/NAVARRO PARDIÑAS : QUE Mark Lamoureux du syndicat du personnel académique de l'Université Saint Mary's (SMUFU) soit nommé membre du Comité des francophones.

ADOPTÉE

Le Comité de direction examine trois scénarios budgétaires pour la conférence des francophones prévue pour février 2018.

ARMSTRONG/SANGARÉ : QUE le Comité de direction approuve le projet de budget de la conférence des francophones prévue pour février 2018 et que le Comité des francophones choisisse l'option budgétaire qui répond le mieux à ses besoins.

ii) Personnel enseignant clinicien

Le directeur général indique que le Comité du personnel enseignant clinicien tiendra sa prochaine réunion le 28 août.

l) Rapports des groupes de travail

i) Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

Le directeur général annonce que le Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones (GTEPA) créera un groupe de travail chargé d'étudier la question des droits à la propriété intellectuelle du personnel académique autochtone. Le GTEPA en est au stade de planification préliminaire du forum des Autochtones prévu pour l'automne 2018.

m) Publications

i) Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

B. Austin-Smith, présidente du comité de rédaction du *Bulletin*, indique que le site web travailacademique.ca est actuellement mis à jour. Elle mentionne que le comité de rédaction envisage de réduire le nombre de numéros du *Bulletin* en combinant les numéros de mai et juin ainsi que les numéros de décembre et janvier.

MECKLING/CRICHLLOW : QUE le directeur général examine les options qui permettraient de combiner les numéros du *Bulletin* et en fasse rapport au Comité de direction.

ii) Monographies de l'ACPPU

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

POINT À HEURE FIXE

17. Affaires relatives au personnel

a) Rapport du comité du personnel

R. Vose, président du comité du personnel, communique les dernières nouvelles concernant le personnel : Shelley Melanson, agente de la mobilisation des membres, a démissionné pour prendre de nouvelles fonctions à l'IPFPC; Larry Dufay, agent principal de recherche, partira à la retraite à l'automne. R. Vose annonce que la nouvelle convention collective du personnel a été signée. Le grief portant sur la fermeture des bureaux de l'ACPPU en raison du mauvais temps a été suspendu indéfiniment. Il n'y a aucun grief actif.

ARMSTRONG/CRICHLLOW : QUE Joy Noonan soit engagée en qualité de consultante pour faire une évaluation du lieu de travail.

ADOPTÉE

b) Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général signale que l'équipe de direction a entrepris une évaluation des fonctions et responsabilités des postes du personnel administratif.

HUIS CLOS

- c) Affaires concernant la direction

MECKLING/SANGARÉ : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

MCINNIS/SANGARÉ : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

18. Énoncés de principes et clauses modèles

- a) Énoncés de principes

- i) Équité salariale

VOSE/CRICHLLOW : QUE l'énoncé de principes sur l'équité salariale intègre les modifications ci-après et soit transmis au Conseil pour examen :

- Renommer l'énoncé comme suit : « Énoncé de principes sur le droit fondamental à une rémunération équitable ».
- Supprimer la note 1 en bas de page et renuméroter les autres notes en conséquence.
- Modifier la première phrase du premier paragraphe comme suit : « [...] l'équité salariale **en matière de rémunération**² pour tous les membres du personnel académique. »
- Dans la deuxième phrase du premier paragraphe, remplacer « salaire » par « rémunération ».
- Dans la troisième phrase du premier paragraphe, remplacer « salaire » par « rémunération ».
- Modifier la quatrième phrase du premier paragraphe comme suit : « ~~L'iniquité salariale~~ **Les inégalités de rémunération ont** des effets préjudiciables sur les membres des peuples autochtones [...] ».
- Modifier la cinquième phrase du premier paragraphe comme suit : « ~~L'iniquité salariale~~ **L'inégalité de rémunération** est discriminatoire. »
- Dans la première phrase du deuxième paragraphe, remplacer « salaire » par « rémunération ».
- Modifier la première phrase du troisième paragraphe comme suit : « La discrimination **en matière de rémunération** salariale ne peut être redressée que par la mise en œuvre périodique d'études exhaustives ~~sur l'équité salariale~~ [...] ».
- Modifier la dernière phrase du paragraphe comme suit : « [...] participent à une étude sur **l'égalité de rémunération** l'équité salariale [...] ».
- Modifier le quatrième paragraphe comme suit : « **Pour assurer l'équité dans la rémunération, il faut au préalable examiner les pratiques et politiques telles que** les disparités du marché, **les salaires de départ** et les augmentations de salaire au mérite, qui devraient être considérées comme discriminatoires, particulièrement à l'égard des Autochtones et des groupes d'équité. ~~membres des groupes historiquement désavantagés.~~ »
- Dans la première phrase du cinquième paragraphe, remplacer « salaire » par « rémunération ».

ADOPTÉE

b) Clauses modèles
Aucune clause modèle n'est à l'étude.

c) Politiques administratives
Aucune politique administrative n'est à l'étude.

19. Réunions, conférences et coalitions

a) Participation à des réunions et conférences

i) Assemblée générale du SNACPPU

Le directeur général mentionne que l'assemblée générale triennale du SNACPPU s'est tenue le 7 mai à Toronto parallèlement à celle du Congrès du travail du Canada. Il fournit la liste des nouveaux membres de l'exécutif.

ii) Assemblée du Congrès du travail du Canada

R. Vose et le directeur général rendent compte de leur participation à l'assemblée du Congrès du travail du Canada (CTC) qui a eu lieu du 8 au 12 mai à Toronto. Plusieurs résolutions présentées au CTC par le SNACPPU ont été adoptées.

iii) Réunions avec l'IFUT (du 22 au 25 mai)

Cette question est traitée sous le point 02 (Rapport du président).

iv) Conférence annuelle de l'ACIFA

Le directeur général rend compte de sa participation à la conférence annuelle de l'ACIFA qui s'est tenu du 28 au 30 mai. Il souligne que l'événement a connu une très forte participation et était très bien organisé.

v) Atelier pour les nouveaux présidents

Le président rend compte de sa participation à l'atelier pour les nouveaux présidents qui s'est tenu les 2 et 3 juin à Ottawa. Il souligne que l'atelier a été excellent et a réuni un plus grand nombre de participants que d'habitude.

vi) Atlantic Canada Council of Faculty Associations

P. McInnis rend compte de sa participation à l'assemblée de l'Atlantic Canada Council of Faculty Associations qui s'est tenue le 9 juin à Dieppe, au Nouveau-Brunswick.

b) Activités et conférences prochaines

i) Réunion du Comité du personnel enseignant clinicien

Cette question est traitée sous le point 16. (k)(ii).

ii) Réunions des comités de l'ACPPU

Le directeur général informe les membres que les comités de l'ACPPU se réuniront les 25 et 26 août.

c) Coalitions

i) Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

C. Vallerand, directrice des opérations, rend compte de sa participation, le mois dernier, à l'assemblée générale annuelle de la Coalition. Elle mentionne que celle-ci a embauché un nouveau coordonnateur national, Tim McSorley, et qu'elle fait face à certaines difficultés financières.

ii) Consortium canadien pour la recherche

P. Foster rend compte des activités du Consortium canadien pour la recherche. Elle souligne que le Consortium s'emploie principalement à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il mette en œuvre les recommandations du rapport Naylor.

iii) Réseau pour l'éducation publique

P. Foster rend compte des activités du Réseau.

d) Organismes associés

i) Fondation Harry-Crowe

Le directeur général indique que le conseil d'administration de la Fondation Harry-Crowe organise actuellement la Conférence Olivieri annuelle qui se tiendra cet automne.

ii) SNACPPU

Cette question est traitée sous le point 19. (a)(i).

iii) Fiducie J.H.-Stewart-Reid

C. Vallerand indique que les administrateurs de la Fiducie J.H.-Stewart-Reid sont en passe de sélectionner le nouveau lauréat de la Bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid pour 2017-2018.

iv) Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

20. Questions diverses

Aucune autre question n'est à l'étude.

21. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

22. Éléments d'information

Aucun élément d'information n'est à l'étude.